CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Les conditions générales de vente (CGV) encadrent les relations commerciales et figurent à ce titre dans les documents contractuels.

En 2018, les Vignerons Indépendants de France avait mandaté Maître Emmanuel TRESTARD afin qu'il rédige des CGV à destination des adhérents.

Depuis, le régime général des CGV a été modifié par la loi du 18 octobre 2021 visant à protéger la rémunération des agriculteurs, dite « EGAlim2. Afin de faire un état des lieux des modifications que pouvait entraîner cette loi et de mettre à jour – si nécessaire – les CGV déjà publiées, nous avons de nouveau mandaté Me TRESTARD. Suite à son étude, il nous a informé que la loi Egalim 2 n'impose aucune autre obligation aux vignerons au plan de la rédaction des CGV.

Dans le même temps, et du fait d'une actualité législative forte ces dernières années, plusieurs points devaient également être mis à jour sur les CGV publiées en 2018. Nous avons donc demandé à Me TRESTARD d'y répondre.

Vous trouverez ainsi ci-dessous les CGV mises à jour ainsi que quelques points d'attention.

➤ *Sur la possibilité de réviser le prix :*

Il est tout à fait possible de prévoir une clause de révision du prix ou une clause d'indexation basée sur la fluctuation des matières premières, qui pourra être directement insérée dans les contrats liant les parties. Une mention a été ajoutée à ce titre dans la clause des CGV relative au prix.

➤ *Sur le médiateur à la consommation :*

Aux termes de l'article L612-1 du Code de la Consommation, **il est prévu que le professionnel doit garantir au consommateur le recours effectif à un dispositif de médiation.** Les CGV ci-dessous contiennent une clause relative aux litiges et prévoit que tout litige liant les parties devra obligatoirement être soumis à l'arbitrage préalable d'un tiers, en précisant « arbitre, médiateur ou conciliateur ».

A noter : Les professionnels ont l'obligation de communiquer au consommateur les coordonnées du ou des médiateurs de la consommation dont ils relèvent, en inscrivant ces informations de manière visible et lisible sur leur site internet, sur leurs conditions générales de vente ou de service, sur leurs bons de commande, ou par tout moyen approprié (par exemple, par voie d'affichage).

➤ *Sur l'identifiant unique ADEME :*

Le décret n° 2020-1455 du 27 novembre 2020, portant réforme de la responsabilité des producteurs, a inséré un nouvel dans le code de l'environnement, lequel dispose qu'à **compter du 1er janvier 2022, l'identifiant unique ADEME (transmis aux vignerons via leur contrat avec ADELPHÉ) doit figurer dans les conditions générales de vente ou dans tout autre document contractuel communiqué à l'acheteur.** Il est ainsi obligatoire d'insérer cet identifiant personnalisé sur les CGV, les bons de commande ou sur les factures.

Attention ! Ce document ne saurait se soustraire aux textes réglementaires en vigueur ou aux codes de bonnes pratiques. Malgré l'attention portée à la rédaction et à l'actualisation de cette note, compte tenu de la fréquence des changements réglementaires et techniques, le rédacteur ne peut assumer aucune responsabilité, directe ou indirecte, du fait des informations qui y sont contenues, des erreurs et des omissions. Ces informations sont de nature à évoluer.